

Combattre le philosémitisme pour lutter contre l'islamophobie : le parti des Indigènes assume-t-il à visage découvert ce que les autres décoloniaux ne disent qu'à mots couverts ?



L'immigration demeure un sujet aussi important que tabou.

Avec Guylain
Chevrier

On se rappelle de la tentative de Nicolas Sarkozy président, en 2009, d'en réactiver la question sous le signe d'un retour sur « l'identité nationale », dans la confusion, pour finalement en abandonner le terrain. Ce qui lui coûtera d'ailleurs, sans doute, pour une bonne part sa non-réélection. Ce sujet reste l'un de ceux des plus importants dans l'opinion, qui mérite de la hauteur et du réalisme, et implique de ne rien négliger de ce qu'il met en jeu. Sujet d'autant plus difficile qu'il ramène au centre des débats la question de la Nation, et avec elle celle de l'intégration, de comment faire société ensemble. Et donc, interrogeant l'identité qui peut bien être celle d'une France qui a changé et est devenue plus diverse, tout en protégeant, pour mieux les faire fructifier, les acquis historiques qui en font ce qu'elle est pour attirer tant de migrants. Cette France qui rayonne encore aujourd'hui en nourrissant encore bien des projets de société ailleurs, et dont l'Article premier de notre Constitution nous en donne toute la valeur en définissant la France comme « une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Il suffit de lire la Charte des droits et devoirs du citoyens Français, sur le fondement de laquelle un étranger le devient par acquisition, pour se rendre compte de la portée de ce que vaut cette Nation !

Dans le contexte de la révolte des Gilets jaunes, Emmanuel Macron, dans son allocution du 10 décembre dernier avait été très clair : « Je veux aussi que nous mettions d'accord la Nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde, que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter. Ces changements de fond qui demandent une réflexion profonde et partagée, imposent un débat sans précédent. Il devra se dérouler au niveau national dans nos institutions, chacun y aura sa part : gouvernement, assemblées, partenaires sociaux et associatifs ; vous y aurez votre part. Je veux (...) prendre ainsi le pouls vivant de notre pays. »

Dominique Sopo, président de SOS Racisme, s'empressait de mettre en garde le gouvernement de ne pas faire des immigrés un « bouc-émissaire jeté en pâture des frustrations sociales » des « Gilets jaunes ». Il est dommage que cette association n'ait pas une réaction aussi franche pour condamner, par exemple, un racisme « antiblancs » qui est dénié parce que l'on ne pourrait être raciste que vis-à-vis des « ex-colonisés » ou de leurs descendants, pour justifier un peu plus un communautarisme rampant qui utilise la culpabilisation et la victimisation à outrance comme instruments de combat contre notre République. Une réaction à l'image de toute une frange de la gauche en perdition mélancolique élevant l'immigré au rang de nouveau damné de la terre, et par voie de conséquence, identifiant faussement la Nation au nationalisme et les frontières à une sorte de racisme. Alors que, pourtant, elles sont

au contraire la manifestation d'Etats souverains protecteurs, donnant à ceux qui vivent sur leur sol des droits et des libertés, qu'ils n'auraient nulle part ailleurs. Et pas en tout cas, dans leurs pays d'origine qu'ils ont laissés derrière eux.

Parallèlement à cette déclaration, était signé le fameux Pacte de l'ONU en faveur « de migrations sûres, ordonnées et régulières », faisant non plus du Droit d'asile mais de l'immigration un quasi droit de l'homme. Ceci, dans un contexte de pic migratoire alors qu'en quelques cinq ans, le nombre de demandeurs d'asile en France a triplé pour atteindre le chiffre fou de plus de 100.000 et une immigration légale de 200.000. Ce qui situe l'immigration, en incluant les projections de l'immigration illégale, à 4 ou 500.000 individus par an. De cette confusion, nous n'en sommes pas sortis, pour poser enfin les termes d'une politique de maîtrise des flux migratoires digne de ce nom, favorable à tous.

Pire, si on pouvait croire dans la volonté du président de la République, cela a fait long feu, car on a appris depuis que ce thème n'était plus retenu parmi ceux figurant au calendrier de la grande consultation promise sur des sujets importants préoccupant les Français. Il n'y aura donc là, pas de grand débat. Cette France périphérique découverte à l'occasion de la révolte des Gilets jaunes qui se sent reléguée, pendant que l'on prône l'accueil inconditionnel des migrants comme la grande cause de notre temps, en sera pour ses frais et l'ensemble des Français avec eux. Deux tiers de ces derniers sont en opposition à un accueil massif des migrants, comme les dernières enquêtes d'opinion le soulignent, qui restent ignorés. Ceci, dans un contexte économique pour le moins tendu dans une France minée par le chômage de masse et un développement incessant de ces « nouveaux pauvres », qui travaillent et refusent de vivre des aides sociales, et ne parviennent plus à faire face avec leurs salaires. Mais cela, c'est pertes et profits ! Le 12 décembre, en Conseil des ministres, il était clairement annoncé un débat sur l'immigration « dans un contexte de mondialisation et de laïcité parfois bousculées ». On pouvait ainsi espérer que, face à la montée des périls, que sont la fragmentation sociale du communautarisme et la montée de la radicalisation voire de l'islamisme, à quoi les interrogations sur l'immigration ne sont pas étrangères, on puisse enfin aborder un débat susceptible de faire progresser les réponses essentielles à notre époque autour de ce que peut bien être pour nous cette « liberté chérie » républicaine. Elle qui est si vitale à notre façon de vivre, de penser. Sans oublier le risque du populisme qu'il ne faut pas sous-estimer et qu'un tel débat pourrait permettre de déjouer. Nul doute que les choses n'en resteront pas là, car le refus de lever le verrou sur ce sujet brûlant de l'actualité politique, ne pourra qu'engendrer plus de colère, de frustration, et de violence sociale.